

23 septembre 2010

**Déclaration de S.E. M. Joseph Deiss,  
Président de la 65ème Session de l'Assemblée Générale,  
à l'occasion de l'ouverture du Débat général de la 65e session de  
l'Assemblée générale**

Mesdames, Messieurs les chefs d'État et de gouvernement,  
Monsieur le Secrétaire général,  
Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

À l'heure de l'ouverture du débat général de cette 65ème session, nous avons déjà une semaine de travail intensif derrière nous. Je vous remercie pour votre contribution au succès du sommet sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement. En réaffirmant sa détermination à vaincre la pauvreté et la misère dans le monde, la communauté internationale que vous représentez ici a donné un message fort à l'ensemble de l'humanité.

Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

Beaucoup de travail reste à accomplir et nous devons confirmer notre détermination. Nous savons que des efforts supplémentaires sont nécessaires. Nous disposons d'un plan d'action, nous devons maintenant l'exécuter.

Pour réussir, nous avons besoin d'un véritable partenariat mondial, fruit d'une gouvernance globale inclusive, où toutes les parties prenantes puissent se faire entendre.

Mais ce partenariat mondial, c'est dans bien d'autres domaines encore que nous en avons besoin. Notre monde est plus interdépendant, plus interconnecté, et il est confronté à des défis globaux, qui affectent l'ensemble des pays et leurs citoyens, qu'ils en soient responsables ou pas, et qu'ils le veuillent ou pas.

L'actualité n'est que trop riche d'exemples.

Pauvreté, conflits, réchauffement climatique, crise économique et financière, migrations, pandémies, terrorisme, crime global et beaucoup d'autres questions ont des conséquences qui ne peuvent être gérées de manière individuelle et que l'humanité ne peut affronter que grâce à des stratégies globales et communes.

L'établissement d'un tel partenariat mondial se heurte à la difficile formation d'un consensus sur l'action à mener. C'est pourquoi, pour notre débat général, j'ai choisi de proposer comme thème

la gouvernance globale ou – plus exactement – « réaffirmer le rôle central des Nations Unies dans la gouvernance globale ».

L'ONU a une légitimité unique pour jouer un rôle central. Avec ses 192 États membres, notre Assemblée générale atteint la quasi-universalité et reflète la diversité des situations et des intérêts en jeu. Elle est là pour promouvoir les droits de toutes les femmes et de tous les hommes de notre planète. Tous les sujets couverts par la Charte peuvent être débattus par l'Assemblée générale.

L'ONU, en tant qu'entité opérationnelle a de plus l'expertise et la présence sur le terrain pour jouer ce rôle central. Je pense notamment aux missions de maintien de la paix, aux opérations humanitaires et aux secours en cas de catastrophes naturelles, mais aussi à toutes les actions loin des projecteurs. Je souhaite en cette occasion remercier les milliers d'agents de l'ONU qui, avec beaucoup d'engagement et, souvent, au péril de leur intégrité physique, œuvrent pour promouvoir la paix et la prospérité dans le monde. Nous leur devons, au nom de tous ceux dont ils soulagent le destin, une reconnaissance sincère.

Mais il y a danger que l'ONU soit marginalisée face à l'émergence d'autres acteurs sur la scène internationale. L'ONU est critiquée : elle n'est pas assez efficace, pas assez efficiente. Il paraît plus facile et plus rapide de décider d'une action urgente dans un cadre plus restreint.

Que ceci soit clair : il ne s'agit pas de nier le rôle que peuvent jouer des entités comme le G20. La crise économique et financière a montré l'importance d'une réponse coordonnée et rapide.

Mais il est indispensable, et urgent, d'instaurer des ponts entre les efforts déployés par les divers acteurs. Il faut améliorer les mécanismes d'information, de consultation et de coopération entre ces entités et les pays qui n'en font pas partie. Cela, seule l'ONU et son Assemblée générale peuvent le faire.

Pour que l'ONU puisse jouer pleinement son rôle dans la gouvernance globale, il nous faut prôner une ONU forte, inclusive et ouverte. Il faut établir un lien solide entre les États et le secteur privé, la société civile et les acteurs régionaux. Il nous faut être à l'écoute et en interaction avec d'autres acteurs clés en dehors des murs de cette Assemblée.

Une ONU forte nécessite d'ailleurs la poursuite décisive des réformes de notre organisation, à savoir les efforts pour la revitalisation de l'Assemblée générale, la réforme du Conseil de sécurité, la revue du fonctionnement du Conseil des droits de l'homme et de la Commission de consolidation de la paix. Nous devons aussi revaloriser les organisations économiques de l'ONU et leur permettre de jouer pleinement le rôle pour lequel elles ont été créées.

Enfin, c'est à vous les États membres de faire de l'ONU l'instrument fort qui puisse jouer un rôle central pour affronter les défis globaux.

Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

Pendant notre débat général, je vous invite à partager vos vues sur une gouvernance globale inclusive. De nombreux problèmes attendent des actions urgentes. De nombreuses guerres, catastrophes ou drames durent depuis trop longtemps pour que nous puissions nous permettre de tergiverser. Le monde attend de nous davantage d'efficacité en vue de former l'unité autour des actions auxquelles tous souscrivent et pour lesquelles tous s'engagent.

Il faut trouver une articulation idéale entre légitimité et efficacité. Je me propose, en tant que Président de l'Assemblée générale, de convoquer des réunions informelles à cet effet.

Voici donc quelques pistes pour orienter nos discussions. Je veux être à l'écoute. Il vous appartient maintenant, à vous les leaders de ce monde, tous ensemble, de vous lever pour proclamer que trop de problèmes et de fléaux ont sévi trop longtemps, de vous rassembler pour poser les jalons qui nous mèneront rapidement vers un partenariat mondial où toutes les forces seront réunies, où tous les pays se sentiront inclus en vue d'une action commune et efficace pour un monde meilleur.

Nous devons aussi avoir le courage de débattre de questions difficiles, mais nous devons le faire dans un esprit d'amitié et d'ouverture.